PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois	1 Mois
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN 27 JUIN 1905 Fondé le 1er Septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orleans

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Bureaux: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans. Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

LA Question du Maroc ET L'ALLEMAGNE.

La situation ministérielle.

Paris, 16 juin :

Nous n'avons rien à ajouter à la note que nous avons publiée, hier matin, sur la question du portefeuille des affaires étrangères.

Aux journalistes qui l'interrogeaient, M. Rouvier n'a pu que confirmer les deux nouvelles que nous avons données, c'est-à-dire :

1. Que jamais il n'a offert à personne la succession de M. Delcassé ;

2. Qu'il continue de diriger, jusqu'à nouvel ordre, les deux ministères dont il a la charge.

La conclusion logique et naturelle de cette situation provisoire est, comme nous l'avons fait remarquer, que M. Rouvier gardera et devra garder le portefeuille des affaires étrangères.

C'était, d'ailleurs, sa pensée intime, dès le début de la crise, puisqu'il avait offert le portefeuille des finances à M. Sarrien, qui refusa ; — tandis que le portefeuille des affaires étrangères, M. Rouvier, répétons-le, ne l'avait offert à personne.

Il y a Conseil des ministres ce matin même : le choix du nouveau ministre des finances pourrait bien y être décidé.

M. Rouvier est allé au Palais-Bourbon vers la fin de l'après-midi d'hier. Aux nombreux députés avec lesquels il s'est entretenu, il n'a pu que déclarer que les pourparlers diplomatiques engagés avec l'Allemagne suivaient leur cours normal sans qu'aucun incident nouveau se fût produit.

On a constaté néanmoins, pendant la journée d'hier, un état de nervosité assez général dans les milieux parlementaires. Cette impression était d'ailleurs savamment entretenue par quelques politiciens qui ne peuvent se consoler de la retraite du précédent cabinet et qui essayent, sans trop prendre la peine de le dissimuler, de tirer parti des embarras de l'heure présente au profit de leurs combinaisons.

Ces menées se sont poursuivies jusqu'au Luxembourg. Le groupe sénatorial de la gauche démocratique s'est assemblé. Ce groupe est, on le sait, celui que préside M. Combes.

Nous devons toutefois faire remarquer que l'ancien président du Conseil n'assistait pas à cette réunion, étant retenu auprès de sa fille qui vient de subir l'opération de l'appendicite.

Donc la gauche démocratique du Sénat a décidé, sur la proposition de M. Gustave Rivet, l'envoi au président du Conseil d'une délégation chargée de s'entretenir avec lui de la situation actuelle. Cette délégation sera composée de MM. Leydet, Rivet, Destieux-Junca et Pédebidou.

On se rappelle qu'à la Chambre, la gauche radicale avait déjà, sur l'intervention de M. Trouillot, confié à M. Sarrien une mission analogue.

Notons que le marquis de La Ferronnays, député de la Loire-Inférieure, a fait connaître son intention d'ajouter, aux interpellations annoncées ces jours derniers, une question adressée à M. le président du Conseil "au sujet de la vacance ouverte dans le cabinet par la démission de M. Delcassé et qui dure depuis dix jours." M. Rouvier n'a pas encore fait savoir s'il accepterait de répondre à cette question.

Par contre, dans une réunion qu'il a tenue hier, le groupe interparlementaire colonial et maritime, que préside M. Gerville-Réache, a donné mandat à son président d'exprimer au président du Conseil que le groupe est d'avis, à l'unanimité, de ne porter à la tribune un débat sur la situation extérieure que quand les négociations avec les puissances le permettront sans inconvénient pour leur succès.

La Conférence et l'entente.

Depuis la dernière visite du prince de Radolin chez M. Rouvier, les négociations avec l'Allemagne subissent forcément un temps d'arrêt. Il faut attendre que le rapport de l'ambassadeur d'Allemagne soit parvenu à Berlin et qu'il ait reçu la réponse.

Les conversations entre l'Allemagne et la France n'ont pas trait seulement à la question marocaine qui, d'ailleurs, ne fut jamais qu'un prétexte ou, si l'on veut, une occasion pour ouvrir, entre les deux gouvernements, une "causerie" plus générale.

Néanmoins, l'Allemagne veut que cette question marocaine soit réglée avant tout, et elle appuie énergiquement la proposition de conférence dont le sultan du Maroc a pris l'initiative. Pendant l'absence du prince de Radolin, M. de Flotow avait remis à M. Rouvier une note sur ce sujet. Il y a trois jours, le ministère des affaires étrangères a répondu—selon la même procédure—par une note qui disait pour quels motifs la France n'était pas disposée, jusqu'à présent, à accepter la conférence.

C'est pour nous, au premier abord, une question d'amour-propre. La France a mis sa signature à côté des signatures de l'Angleterre et de l'Espagne sur des accords que l'on veut maintenant soumettre à l'examen des puissances, même de celles qui n'ont pas d'intérêts réels au Maroc. La France peut-elle accepter ?

L'Allemagne répond que, pour elle aussi, c'est une question d'amour-propre. Elle a suggéré l'idée de la conférence. Peut-elle l'abandonner ?

Voilà le débat diplomatique sur la conférence.

Il ne saurait être considéré comme clos. A la réflexion, l'idée de la conférence paraîtra sans doute moins déplaisante aux esprits pointilleux. Faut-il rappeler toutes les conférences qui ont, naguère, fourni en Crète, en Grèce, en Turquie, la solution des conflits internationaux les plus délicats ? Pourquoi ne pas s'en rapporter à ces précédents ?

Si la France finit par accepter la conférence — comme il est vraisemblable et comme cela n'a rien de choquant — les diplomates se réuniraient peut-être à Paris, au quai d'Orsay, et non plus à Fez.

Ce qu'on appelle un peu improprement "l'entente," c'est sans doute tout ce qui, dans les conversations avec l'Allemagne, aura trait aux rapports franco-allemands en dehors du Maroc, et spécialement dans la politique d'équilibre européen.

En deux mots, le désir de nos voisins est d'obtenir de la France la garantie qu'elle ne cherchera plus à les "isoler," soit par des négociations qui entament la Triplice, soit par des rapports d'une étroite intimité avec les rivaux de l'Allemagne, soit par n'importe quelle combinaison. L'Allemagne veut avoir l'assurance nette et précise que la France n'est pas et ne sera pas contre elle.

Cette "entente" générale, qui est le but principal de l'Allemagne, n'empêchera pas qu'une entente particulière se fasse sur la question marocaine avant la conférence, si elle doit avoir lieu. Mais que cette entente se fasse avant ou pendant, cela n'a qu'une importance très secondaire. En effet, si la conférence a lieu, l'accord se fera forcément, qu'il soit ou non préparé ; car il est bien évident que nous n'y serions point, les uns ou les autres, pour la faire échouer et pour déterminer ainsi une crise nouvelle plus grave encore que la première.

L'Empereur Guillaume.

Notre correspondant de Berlin nous télégraphie :

Berlin, 15 juin.

L'Empereur a conféré ce matin avec le ministre de la guerre, avec le chef d'état-major, avec le président de la Commission d'examen du matériel nouveau de l'artillerie, et les généraux inspecteurs de l'artillerie à pied et de l'artillerie de campagne.

Il est parti Sigmaringen, à cinq heures, pour assister aux obsèques du prince Léopold de Hohenzollern ; demain il se rendra à Hanovre, après-demain à Hambourg où il passera la nuit, et s'embarquera le 18 ou le 19 sur le yatch "Hohenzollern."

Le roi de Saxe se rendra le 20 juin en Alsace-Lorraine pour y passer en revue les troupes saxonnes. Il sera le 20 à Strasbourg, le 23 à Metz, le 24 à Gravelotte et quittera Metz le 25.

En ouvrant le congrès de la Société coloniale, le duc Jean-Albrecht de Mecklembourg, qui présidait, a retracé en quelques mots les incidents marocains et a vivement félicité l'Empereur et le prince de Bülow des succès obtenus.—BONNEFON.

La presse allemande

Berlin, 15 juin.

La presse indépendante redouble d'efforts en faveur de la conciliation.

Les "Hamburger Nachrichten" citent et approuvent un article de la "Gazette de Francfort" où il est dit qu'on doit laisser à la France le soin d'organiser et de pacifier le Maroc, lui offrir pour ce motif des compensations suffisantes et, ces compensations une fois fixées, ouvrir le pays à la libre concurrence des nations européennes.

L'officieuse "Gazette nationale" se demande pourquoi on rappellerait M. Bihourd, qui a donné à Berlin des preuves de tact et de prudence.

La même "Gazette nationale" confirme que la maison allemande Rentemann a obtenu l'adjudication des travaux du port de Tanger, mais nie que l'Allemagne ait obtenu des concessions territoriales au Maroc.

Le "Courrier de la Bourse" espère une entente franco-allemande et propose d'adjoindre à l'accord anglo-franco-espagnol un accord franco-allemand qui les compléterait.

Le correspondant parisien du "Berliner Tageblatt" télégraphie que l'intention de M. Rouvier de garder le portefeuille des affaires étrangères pourrait être considérée comme un signe que, depuis vingt-quatre heures, on a fait un pas sérieux vers une entente sur la question marocaine.

Le correspondant du "Berliner Tageblatt" croit pouvoir dire sur quelle base l'accord pourrait se faire. M. Rouvier adhérerait au principe de la conférence, si du côté allemand on était prêt à s'entendre avec lui avant cette conférence sur les points essentiels de la question marocaine. Le gouvernement allemand inclinerait à accorder cette conversation préalable dont l'objet et les limites ne sont pourtant pas encore fixés.

Le correspondant parisien du "Berliner Tageblatt" ajoute que M. Rouvier, dont l'attitude conciliante ne fait pas de doute, serait —mieux qu'un autre—capable d'amener le règlement du conflit et l'amélioration de la situation générale.

Le "Lokalanzeiger" publie la note officieuse suivante :

On n'a encore reçu ici aucun rapport sur l'entretien de M. Rouvier avec le prince de Radolin. On doit supposer que l'ambassadeur allemand a exposé le point de vue de l'Allemagne au sujet de la conférence internationale qui seule permet de reviser les décisions de la conférence de Madrid. Si les puissances signataires refusent cette conférence, chaque puissance intéressée au Maroc reprend sa liberté d'action, et peut signer avec le souverain du pays les traités qu'il voudra, sans le moindre égard pour les autres puissances. Cette libre concurrence est la solution la plus avantageuse pour l'Allemagne, car c'est l'Etat le plus fort et le mieux représenté au point de vue diplomatique et il remportera de cette façon les plus gros succès. Il va sans dire que cette action des forces libres doit suivre des voies pacifiques. —BONNEFON.

Les autres puissances

La dépêche de notre correspondant de Tanger nous a fixé dès hier sur la réponse de l'Angleterre et de l'Allemagne à l'invitation du Maghzen au sujet de la conférence.

On assure pourtant que la déclaration faite par M. Lowther n'est pas encore la réponse officielle de l'Angleterre.

Les adhésions de l'Autriche et de l'Italie, annoncées hier, sont, assure-t-on, toutes deux conditionnelles : elles n'accepteraient de prendre part à la conférence que si elle est acceptée par les principales puissances intéressées, c'est-à-dire par la France, par l'Angleterre et par l'Espagne.

Les Etats-Unis auraient fait une réponse identique.

En ce qui concerne l'attitude de l'Autriche, nous recevons la dépêche suivante :

Vienne, 15 juin.

L'attitude que l'Autriche-Hongrie prendra éventuellement dans la question du Maroc ne préoccupe nullement les journaux autrichiens.

Le "Neues Tagblatt" seul a plaidé pour le maintien des principes de la convention de Madrid. Dans les milieux politiques, on croit que si la conférence internationale a lieu, l'Autriche-Hongrie y participerait. L'opinion, dans les cercles bien informés, est que l'Autriche-Hongrie, ayant au Maroc des intérêts commerciaux qui augmentent d'année en année, souhaite au Maroc le maintien du régime de la porte ouverte.

Au Maroc.

Voici, pour finir, quelques nouvelles de Fez et de Tanger.

Tout d'abord, M. Lowther, ministre d'Angleterre, a protesté contre le meurtre de M. Madden, sujet anglais, tué à Mazagan, et a réclamé, en même temps que l'arrestation et le châtiment des coupables, des mesures garantissant la sécurité des étrangers dans cette ville.

On mandait de Fez, à la date du 12 juin, que MM. le comte de Saint-Aulaire, premier secrétaire de la légation de France, et Milius, ingénieur français, venaient de partir pour Tanger, avec E. Regnault, délégué des porteurs de titres marocains.

Le sultan Abd-el-Aziz a adressé, paraît-il, des réclamations à la France. Il prétend que si le Rogui peut tenir la campagne et battre les troupes impériales, c'est parce qu'il reçoit des armes d'Algérie, tandis que nos autorités arrêtent celles destinées aux troupes du Maghzen. C'est du moins ce que nous apprend une note de l'agence "l'Information."

On croyait jusqu'ici que c'était la France qui avait à se plaindre de l'insécurité résultant, sur sa frontière, de l'état de trouble permanent créé par l'impossibilité où est le Sultan d'en finir avec le prétendant. Un fait s'est passé hier encore qui atteste une fois de plus que nos griefs à nous ne sont pas illusoires :

Laila-Marnia, 15 juin.

Deux commerçants indigènes, qui revenaient de Lalla-Marnia, conduisant un troupeau de moutons, achetés au Maroc, ont été assaillis à la frontière par des pillards marocains.

Une lutte s'est engagée entre les indigènes qui accompagnaient le troupeau et les pillards.

Trois indigènes ont été tués.

Les deux commerçants ont pu s'échapper.

Le Maghzen lui-même n'est du reste pas rassuré sur la sécurité de son propre territoire.

Voici ce que l'on télégraphie de Tanger :

C'est pour éviter d'avoir ses communications coupées avec Oudjda que le Maghzen a décidé d'envoyer des renforts à la casbah de Saïdia, qui se trouve en face du port d'Adjeroud, sur la frontière algérienne.

Le vapeur marocain "Turki", qui est parti avec ces renforts, maintiendra les communications entre Tanger et Saïdia.

Ajoutons que depuis cinq ou six semaines d'autres incidents se sont produits sur la frontière marocaine, où des indigènes algériens, sujets de la France, ont été tués par des Marocains. Le gouvernement français, non seulement n'a pas réclamé pour ne pas avoir l'air de créer des difficultés, mais le récit de ces divers incidents n'a même pas été publié.

Navires renflonés.

Rome, 26 juin—Une dépêche reçue d'un ingénieur Italien qui s'occupe du renflouage des navires russes qui ont été coulés à Port Arthur, dit que trois cuirassés ont été remis à flot.

—:o:—

LA Question marocaine

Le gouvernement français attend la réponse de l'Allemagne.

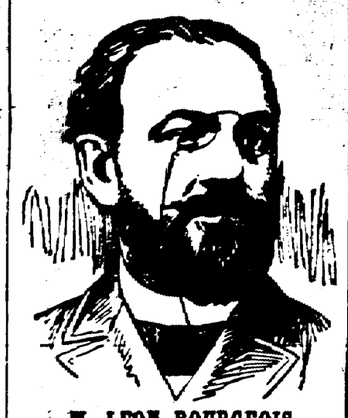
L'irritation à Berlin contre l'Angleterre.

Paris, 26 juin— Quoique la réponse formelle de l'Allemagne à la note française n'ait pas encore été reçue à Paris, on a de bonnes raisons de croire que l'entrevue du chancelier von Buelow et de M. Bihourd, l'ambassadeur de France en Allemagne, aura pour résultat de faire connaître exactement les intentions du gouvernement allemand.

Les résultats de cette entrevue sont maintenant en possession du premier ministre Rouvier et il n'est guère probable qu'il les rendra publics avant l'assemblée du cabinet qui doit se réunir demain matin.

Le cabinet discutera diverses propositions en vue de mettre fin à la crise, mais il est encore impossible à l'heure actuelle de prévoir la fin de la controverse franco-allemande.

M. Rouvier s'est entretenu cet après midi avec MM. Léon Bourgeois et Jules Cambon, ambassadeur en Espagne.



M. LEON BOURGEOIS.

Il se pourrait que M. Bourgeois fut chargé d'une mission spéciale à Berlin.

Le bruit court qu'immédiatement après le conseil des ministres, demain, M. Rouvier recevra le prince de Radolin

Les cours de la Bourse ont un peu monté aujourd'hui.

M. JULES CAMBON.

—Berlin, 26 juin—La seconde entrevue de M. Bihourd, ambassadeur de France à Berlin, et du chancelier von Buelow, a eu pour but un examen détaillé de tous les articles contenus dans la note adressée par le premier ministre Rouvier au gouvernement allemand.

Le ministère des affaires étrangères refuse de donner des détails sur les résultats de cette entrevue, mais on annonce semi-officiellement que la réponse de l'Allemagne n'est pas encore prête.

Les journaux et le gouvernement allemands sont indignés des manœuvres de la presse anglaise et manifestent une impatience croissante pour ce qu'ils considèrent comme une tentative anglaise de brouiller l'Allemagne et la France.

On constate avec une vive satisfaction à Berlin que certains hommes d'Etat français envisagent cette question dans le même sens. Les journaux allemands reproduisent les paroles du général de Galliffet, l'ancien ministre de la guerre, qui ces jours derniers a déclaré que la Grande Bretagne était seule à vouloir la guerre entre la France et l'Allemagne, car c'est elle qui en retirerait tous les avantages aux frais de la France.

—St Pétersbourg, 26 juin—On prétend que les réservistes français habitant la Russie ont reçu l'ordre de se préparer à joindre leurs régiments.

—o—

La Situation en Pologne.

Désordres à Varsovie.

La tranquillité semble renaître à Lodz.

Varsovie, 26 juin—La ville de Varsovie présente le véritable aspect d'un camp militaire.

Des cosaques et des fantassins bivouaquent dans les rues et de tous côtés on rencontre des patrouilles.

Les magasins sont tous fermés, mais les fiacres et les cars électriques circulent toujours.

Les grévistes ont élevé une barricade à l'angle des rues Ogronowa et Teluzua d'où ils font feu sur les ouvriers qui se rendent au travail.

—Varsovie, Pologne russe, 26 juin—Le quartier israélite est en pleine révolte.

Les magasins sont tous fermés et le trafic a entièrement cessé dans les rues.

Plusieurs tramways ont été renversés par les grévistes qui les ont utilisés pour former des barricades.

Une foule considérable d'ouvriers est répandue dans les rues de la ville, et l'on craint que d'une minute à l'autre une bagarre sanglante n'éclate entre la troupe et les manifestants.

Une bombe a été lancée la nuit dernière dans la voiture de M. K. M. Povloff, chef de police de Czenstochwa, une ville du gouvernement de Piotrkow.

Le chef de police et plusieurs autres personnes ont été blessés.

Le général Maximovitch, gouverneur de Tarsovie, a été nommé à ce poste le 5 mars 1905

C'est un ancien Hetman de cosaques du Don.

Le 30 mars un rescrit impérial fut lancé, priant Maximovitch d'élaborer des réformes de police.

Le 3 avril le gouverneur général fit appeler les directeurs des journaux de Varsovie et s'entretint avec eux d'une façon toute amicale.

La question de censure fut particulièrement discutée et le gouverneur invita les journalistes à le consulter en cas de difficultés.

Le jour suivant Mascimovitch fit interdire la vente des armes à feu et des cartouches dans tout le territoire compris sous son administration.

Un complot ayant pour but d'assassiner le gouverneur général fut découvert dans le milieu d'avril, et peu après le bruit courut que Mascimovitch avait donné sa démission. A la requête de l'empereur il consentit à garder son poste.

Le 19 mai, une bombe, qui sans aucun doute était destinée au gouverneur général, éclata dans la rue Miodowa, tuant l'individu qui l'avait en sa possession et deux agents de police, et blessant 23 personnes dont trois femmes et deux enfants.

Le général Maximovitch a reçu plusieurs lettres de menaces, particulièrement depuis les désordres du 1er mai,

—Lodz, Pologne russe, 26 juin —Le gouverneur général de Lodz vient de proclamer l'état de siège.

—Lodz, 26 juin — Le nombre des victimes des troubles de la semaine dernière est porté à 1,200.

Jusqu'à présent les corps de 343 israélites et 218 chrétiens ont été enterrés.

Les blessés sont au nombre de 700.

Un semblant d'ordre est établi et les ouvriers reprennent petit à petit le travail dans les fabriques.

—:o:—

Epoque de l'assemblée des plénipotentiaires.

Washington, 26 juin—Le Président a exprimé le désir aux gouvernements russe et japonais que les plénipotentiaires s'assemblent aux Etats-Unis le 1er août, et sinon à cette date du moins le plus tôt possible.

La nouvelle suivante concernant la réunion des plénipotentiaires a été publiée à la Maison Blanche aujourd'hui.

"Le président a été prévenu par les gouvernements russe et japonais que les plénipotentiaires des deux pays se rencontreraient aux Etats-Unis durant les dix premiers jours d'août et il a exprimé aux deux gouvernements son désir que la réunion eût lieu le premier août ou bientôt après."

M. Nelidoff, l'ambassadeur Russe à Paris, et le baron Rosen, le nouvel ambassadeur Russe, sont ceux que la Russie veut qui servent comme plénipotentiaire. Il est donné à entendre que M. Takalura, le ministre Japonais ici, à été désigné par son gouvernement comme un des plénipotentiaires, mais le nom de l'envoyé Japonais de haut rang n'a pas pu être appris.

On ne croit pas que le marquis Ito puisse venir aux Etats-Unis et il est possible qu'il soit remplacé par le feld maréchal Yamagata.

Cette information vient de haute source, mais il paraît que la nouvelle ne pourra être formellement annoncée que lorsque l'on saura si la santé de M. Nelidoff lui permettra de faire le voyage.

—o—

Affreux accident.

Copenhague, Danemark, 26 juin—Un désastre épouvantable a eu lieu ici hier soir: le vapeur anglais "Aucona" a heurté et fait couler en une minute et demie la goëlette-école danoise George-Stage.

Vingt-deux des cadets qu'elle portait ont été noyés et cinquante-sept ont été sauvés.

La nuit était sombre, mais pas au point que l'on ne pût distinguer les objets à quelque distance.

L'"Ancona" a été très avarié à la ligne de flottaison.

Les autorités du port ont mis l'embargo sur l'Aucona qui demeurera ici jusqu'à ce que l'enquête sur la collision soit terminée. Jusqu'à présent les plongeurs n'ont retrouvé qu'un corps.

Le "George Stage" était une goëlette de 103 pieds de long qui enregistrait 206 tonnes.

C'était apparemment un vaisseau-école pour la marine marchande.

Il appartenait à une maison privée de Copenhague.

—:o:—

$259 Achèteront un BON PIANO NEUF PIANOS
AU MAGASIN DE MUSIQUE DE
CRUTCHER & BALDWIN LTD.
LA GRANDE MAISON DE PAIEMENTS MENSUELS
Enpaiements de $10 à $6 par mois—sans intérêt ; ou bien en paiements par semaines si vous le préférez.